

## Éditorial

La lutte pour la rémunération de tous les stages arrive à un point culminant. Depuis près de trois ans, cet enjeu nouveau est porté par les Comités Unitaires sur le Travail Étudiant (CUTE) en collaboration avec plusieurs groupes et associations étudiantes. Leurs actions communes ont mené à une escalade des moyens de pression dans le but d'obtenir, entre autres, une rémunération de tous les stages pour tous les niveaux d'études. Toutefois, le gouvernement tient une ligne ferme qui nous amène à l'arme ultime du mouvement étudiant: la grève générale illimitée.

En effet, depuis plusieurs années, la rémunération de tous les stages a été demandée de toutes les manières possibles. Au fil des années les actions sont passées d'une pétition déposée à l'assemblée nationale, aux très nombreuses grèves ponctuelles sur les différents campus, aux actions symboliques comme des bannières

géantes, pour évidemment culminer par des manifestations, notamment celle du 21 novembre dernier qui rassemblait plus de 3 000 personnes. La mobilisation est aussi de plus en plus forte: en 2017, la grève pour la journée internationale des stagiaires touchait 20 000 étudiant es et cette année, 58 000.

Plusieurs obstacles se sont dressés sur notre chemin. Le gouvernement a tenté à plusieurs reprises de diviser le mouvement avec des compensations pour certains stages spécifiques, notamment en psychologie et en



éducation. Ces compensations qui ne représentent même pas le salaire minimum, en plus de ne pas être permanentes, ne rajoutent que l'insulte à l'injure et n'ont fait que galvaniser le mouvement : tou·te·s sont désormais convaincu·e·s qu'on ne doit laisser personne derrière.

Toutefois, nous devons donner suite à toutes les demandes polies faites au gouvernement en touchant la corde sensible de l'état gestionnaire : son portefeuille. Avec la grève générale illimitée, on menace directement une énorme partie des 6.7 milliards budgétés pour l'éducation supérieure. Sans compter que la santé et l'éducation dépendent désormais de la collaboration de stagiaires non-rémunérés, la grève des stages double l'efficacité de la stratégie. Toutes les conditions sont réunies pour que la grève soit courte et foudroyante pour le gouvernement Legault.

Nous devrons cependant nous rappeler que c'est la solidarité qui fait la force de notre mouvement. Ce ne sont pas des organisateur·trice·s ou des leaders qui vont décider de faire grève : c'est chacun·e d'entre nous qui prendra sa décision dans les assemblées générales, à l'annonce de

chacune des manifestations ou actions, et qui mettrons nos bottes avant l'aube pour appliquer les mandats de grève les jours de pluie. Si on reste tou·te·s ensemble et solidaires, la rémunération des stages est à nous. Êtes-vous prêt·e·s?

## La pression monte

La gratuité scolaire et le salaire étudiant sont des revendications des mouvements étudiants et sociaux depuis les années 50. C'est en France, avec l'UNEF, et aux États-Unis, avec le mouvement «Wages for Students», que ces réflexions prennent de l'ampleur et entraînent des actions, tout comme en Italie et au Québec. Aujourd'hui, à ces enjeux s'ajoute celui plus concret de la rémunération des stages.

de la que la question Bien compensation financière soit présente dans l'actualité depuis 2014 avec la Campagne de revendications et d'actions interuniversitaires pour les étudiants et étudiantes d'éducation en stage (CRAIES), la rémunération de l'ensemble des stages est un enjeu nouveau porté par les CUTE depuis 2016, en collaboration avec plusieurs groupes et associations étudiantes qui partagent cette revendication. Leurs actions communes ont mené à une escalade des moyens de pression dans le but d'obtenir, entre autres, une rémunération de tous les stages pour tous les niveaux d'études.

L'une des premières actions se déroulait le 24 septembre 2016 à Longueuil lors du *4e Forum des idées du PLQ* où des bannières ont été dévoilées. Dès l'automne 2016, les doctorantes en psychologie de certains établissements amorcent une grève qui durera près de trois mois et qui mènera à l'obtention d'une compensation financière pour leurs internats en décembre 2017. Les actions pour réclamer la rémunération de

stages continuent jusqu'à la première grève d'étudiant·e·s et de stagiaires le 16 février 2017: 30 000 étudiant·e·s débrayent et manifestent en opposition au Rendez-vous national sur la main-d'oeuvre qui se tient à Québec. Le 10 novembre 2017, un appel nord américain à la mobilisation est lancé pour la journée internationale des stagiaires. Plus de 20 000 étudiant es répondront par la grève au Québec et un grand rassemblement prend place à Montréal devant les bureaux du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la solidarité sociale. Suite à cette journée, la ministre Hélène David admet la nécessité de réfléchir à une forme de compensation des stages, mais uniquement en enseignement. Le 20 février 2018, à l'appel à la Global intern strike, près de 15 000 étudiant·e·s du Québec sont une fois de plus en grève. Des manifestations et actions de perturbations prennent place à travers la province et audelà: les stagiaires prennent la rue à Gatineau, Trois-Rivières, Montréal et même à Moncton pour demander la rémunération de tous les stages. Le 8 mars, journée internationale des femmes, plus de 30 000 étudiant es sont en débrayage alors que la Coalition montréalaise pour la rémunération des stages organise une manifestation contre les violences sexuelles et l'exploitation à l'école et en stage à Montréal. Bref, plusieurs actions de visibilités, journées de grève et manifestations ont eu lieu, dans les deux dernières années, au Québec, pour exiger la rémunération des stages.

tous les



Ce journal à été réalisé par des personnes proches de l'exécutif de l'AFESH-UQàM et mis en page sur des logiciels libres. Si vous voulez en obtenir plus de copies, ou avoir des copies numériques des dessins, contactez-nous à afesh.uqam@gmail.com.

N'hésitez pas à reproduire pour des fins subversives!

24 septembre 2016

Dévoilement de bannières par le CUTE lors du 4e Forum des idées du PLQ.

16 février 2017

30 000 étudiant·e·s débrayent en opposition au "Rendez-vous national" sur la main-d'oeuvre, à Québec.

3 juin 2017

Fondation de la Coalition montréalaise pour la rémunération des stages.

4 novembre 2017

Fondation de la Coalition sherbrookoise pour la rémunération des stages.

10 novembre 2017

20 000 étudiant·e·s en grève pour la Journée internationale des stagiaire.

20 février 2018

15 000 étudiant∙e∙s en grève pour la Global Intern Strike. Actions à Gatineau, Montréal, Trois-Rivières.

8 mars 2018

30 000 étudiant·e·s en grève pour la Journée internationale des femmes. Manifestation à Montréal contre les violences sexuelles et l'exploitation.

22 mars 2018

Manifestation à Québec devant l'Assemblée nationale.

28 mars 2018

Annonce d'une compensation pour le stage final en enseignement.

28 mai 2018

Fondation de la Coalition outaouaise pour la rémunération des stages.

19 au 23 novembre 2018

Semaine de grève pour la rémunération de tous les stages à Montréal.

21 novembre 2018

Grande manifestation de près de 4000 personnes à Montréal.

Face à la pression croissante des étudiant·e·s, le gouvernement libéral cède et annonce lors du dévoilement de son budget

pré-électoral une compensation financière de 15 millions pour le stage final en enseignement. Lors d'une action de perturbation le 6 mai 2018 aux *États généraux sur l'enseignement supérieur*, la ministre Hélène David révèle que son cabinet travaille sur la

question de la rémunération de tous les stages. Il ne s'agit pas de la fin de la lutte, au contraire, son cabinet compte faire une distinction entre les types de stages, ramenant la situation à ce qu'elle est déjà, c'est-à-dire inégale.

Dès la session d'automne 2018, plusieurs campus se préparent à la grève générale si le gouvernement ne met pas en place la rémunération de tous les stages. Des campagnes de mobilisation et des tournées de formations se déroulent partout au Québec, amenant également la formation de plusieurs CUTE locaux. L'arrivée du gouvernement caquiste le 1er octobre met déjà de l'ombre sur la proposition de compensation du dernier stage en enseignement. Bien que depuis cette annonce, une table de réflexion est été mise sur pied par le gouvernement sortant, aucun groupe étudiant n'y siège. Lors de la semaine du 19 au 24 novembre plus de 58 000 étudiant·e·s en grève ont fait entendre leurs revendications au gouvernement par des actions centralisées et décentralisées à Montréal, Québec, Sherbrooke et Outaouais. Ces actions ont amené le ministre de l'éducation Jean-François Roberge à

prendre la parole sur la question des stages, amenant toujours une distinction inégale au sein des stages. Le 13 décembre 2018 des déléguées des comités de liaison des coalitions de Québec, Montréal, Sherbrooke de l'Outaouais ont rencontré les représentant · e · s du Ministère de l'Éducation de l'Enseignement supérieur pour présenter les revendications de la campagne. La pression est de plus en plus forte sur le gouvernement et elle continuera de monter jusqu'à l'obtention de la rémunération de tous les stages de tous le niveaux d'études sans exception.

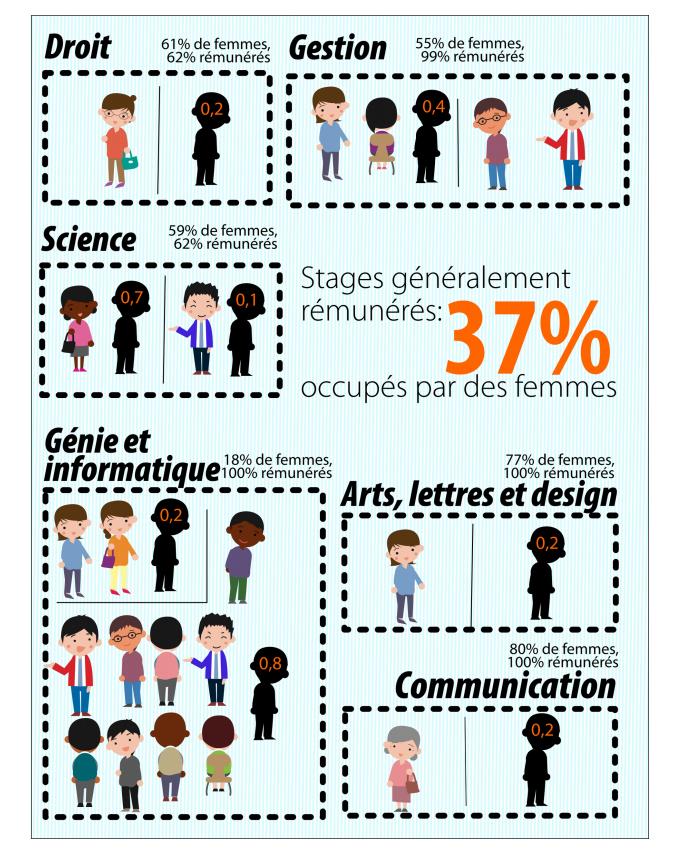
## Témoignage d'une stagiaire

Il y a un an exactement, j'entamais la deuxième session d'un stage de 800 heures dans un organisme communautaire, stage obligatoire pour l'obtention de mon diplôme en travail social. En cette dernière session de mon parcours universitaire, je fus témoin plus belles mobilisations d'une des étudiantes des dernières années, mouvement pour la rémunération des stages, une grève des femmes.

Pour la première fois depuis 2012 (et brièvement 2015) les étudiant·e·s prenaient à nouveau plaisir à se rassembler lors d'évènements variés, à écrire des journaux ensemble, à faire des tournées de classe agréables (!), à bricoler des marionnettes géantes pour les manifs; bref prendre le temps de se reconnaître, partager de l'espoir et de la rage et s'insurger en gang. Pour la première fois de mon parcours dans le milieu étudiant, j'ai vu un enjeu quasi-consensuel rassembler celles et ceux qui étaient jusque là perplexe, quand ce n'est pas resté·e·s réfractaire, aux idées de lutte politique au sein des milieux d'enseignements. J'ai entendu un étudiant immigrant me dire "Jusqu'ici vos histoires de grève à l'UQAM, ça ne m'intéressait pas, mais ÇA, ça me parle. Je veux vous aider." J'ai vu des étudiantes participer à leur première occupation du conseil d'administration et profiter de l'occasion pour instruire les membres du C.A sur leurs conditions de stage. J'étais fière de cette lutte féministe, intelligente, articulée et de laquelle émane de la solidarité et de la compréhension.

Avec le recul que j'ai maintenant sur le l'élargissement de la lutte dans la dernière milieu étudiant, de nouvelles questions sur sa culture organisationnelle émergent. Avec

année, et l'imminence d'une grève générale d'une forme tout à fait nouvelle, je me



demande si ce mouvement saura susciter la solidarité des autres étudiant·e·s, mais surtout préserver une solidarité interne malgré la diversité des tactiques que de nouveaux joueurs pourraient amener. Il

n'existe pas selon moi UNE bonne manière de faire la grève, surtout maintenant que le contexte de grève a changé et que nous devons la réinventer. S'acharner à trouver LA BONNE pourrait nous priver d'idées

originales et de tactiques efficaces. Le plus important, afin de s'assurer de faire des gains pour toutes et tous, c'est de ne laisser personne derrière.

Bonne grève et bon hiver à toutes et à tous.

### Grève des stages : un incontournable redoutable

Sandrine Boisjoli et Amélie Poirier, militantes au CUTE-UOAM

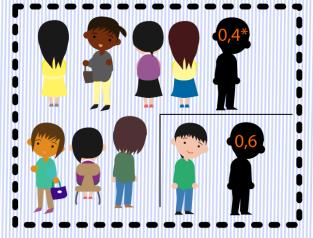
À l'automne 2016, les doctorant·e·s en psychologie des différentes universités du Québec ont fait grève de leur stage et de leur l'internat durant trois mois pour exiger la rémunération de ce dernier. Cette lutte a été la bougie d'allumage de la campagne actuelle pour la rémunération de tous les stages à tous les niveaux d'étude, d'abord, en (re)mettant à l'ordre du jour le travail non

Les doctorant.es en psychologie ont aussi démontré l'efficacité de la grève des stages, moyen de pression historiquement exclu du mouvement étudiant. L'arrêt du travail gratuit imposé aux stagiaires expose au grand jour la valeur de ce travail effectué dans des centaines de milieux de travail. C'est la grève qui a mené au gain d'une compensation financière pour l'internat en psychologie, et c'est la menace de grève de la lutte actuelle pour la rémunération de tous les stages qui a mené le gouvernement à accorder, au printemps dernier, compensation financière pour le stage final enseignement. Toutefois, ces compensations sont insuffisantes et comportent d'importantes failles, notamment le maintien de l'exclusion des

Stages généralement non-rémunérés‡:

82% de femmes dans les programmes \*\*, où 0.4% des stages sont rémunérés \*

## Sciences humaines



occupés par des femmes

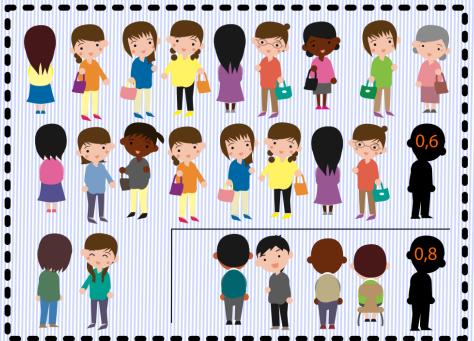
## Éducation

75% de femmes dans les programmes, où 0% des stages sont rémunérés



Santé

80% de femmes dans les programmes, où 20% des stages sont rémunérés‡



- \* Chaque personnage représente 1000 stages, les silhouettes avec des nombres fractionnaires représente la partie non entière; par exemple 7 personnages et 0.4 représentent 7400 stagiaires.
- † Excluant les médecins résidents.

Données produites dans le cadre d'une étude commandée par l'AVEQ

## Médecine (doctorat) 64% de femmes dans les programmes, où 0% des stages sont rémunérés



- 🕸 Le pourcentage de femmes dans les secteurs ainsi que le nombre de stagiaire par secteur est tiré des données des 13 établissements universitaires québécois.
- ‡ Le pourcentage de rémunération de chaque stage provient des données de l'université Sherbrooke, les autres données n'étant pas disponibles. Ces pourcentages ne représentent pas l'ensemble du Québec.

stages dans la Loi sur les normes du travail qui garantit certains droits, tel que le congé parental, et les recours en cas d'accident de travail ou d'harcèlement sexuel psychologique, par exemple. Il s'agit également d'un montant arbitraire et fixe, peu importe le nombre d'heures de stages accompli, et qui, en plus, n'est pas garanti dans le temps puisqu'il est soumis au bon vouloir du gouvernement.

#### Grève des stages, grève des femmes

La campagne pour la rémunération des stages s'inscrit dans le cadre plus large des luttes féministes pour la reconnaissance du travail reproductif, au même titre que celle des travailleuses du sexe et des travailleuses migrantes (pour en savoir plus à ce sujet : https://dissident.es/all-the-work-we-do-as-women/).

Elle s'articule tout à fait avec les coupures récurrentes dans les services publics, comblées par le travail gratuit des stagiaires et l'augmentation de la charge de travail des travailleuses qui doivent toujours faire plus avec moins. C'est pourquoi les appuis de milieux de stages du communautaire, de syndicats et d'associations se multiplient en solidarité avec les stagiaires.

Depuis près de trois ans, les conférences, les ateliers-discussions, les actions de visibilité, les lettres ouvertes et les textes de réflexion se sont multipliés au sujet du travail étudiant et des stages non rémunérés. En 2017, plusieurs journées de grève ont eu lieu à Gatineau, Sherbrooke, Montréal et Québec, notamment le 8 mars, où s'est tenue une

manifestation contre l'exploitation du travail des femmes et les violences sexuelles. Pour accentuer la pression sur le gouvernement, des dizaines de milliers d'étudiant·e·s étaient en grève durant la semaine du 19 novembre dernier. Et la réaction du gouvernement ne s'est pas fait attendre. Dès le premier jour de grève, il annonçait faussement être ouvert à la revendication, en proposant de catégoriser les stages afin de voir si certains pouvaient être compensés. Le gouvernement redoute la grève des stages, la grève des femmes, puisque notre travail est essentiel et son arrêt démontre son ampleur. On ne saurait se promesses contenter de quelques insuffisantes. À l'hiver, la grève des stages et des cours sera générale et illimitée, pour la rémunération de tous les stages. Le travail gratuit, ça suffit!

### Petit historique des luttes étudiantes

Octobre 1968 : À cette époque, les Cégeps venaient d'être créés et les mouvements sociaux étaient forts, tant au Québec qu'ailleurs. La grève fut très large et dura environ un mois. Les demandes étaient alors radicales revendiquaient et l'autogestion des institutions scolaires, la gratuité scolaire et l'accès à une éducation postsecondaire pour les enfants des classes défavorisées et francophones. comparaison avec la radicalité et l'ampleur des demandes, la grève fut malheureusement perçue comme un échec. Toutefois, au niveau historique, elle est responsable du gel des frais de scolarité qui dura jusqu'en 1990. Elle a permis la consolidation du mouvement étudiant et a accéléré l'agrandissement du réseau de l'Université du Québec.

Automne 1974 : Deux grèves eurent lieu durant le même trimestre concernant deux enjeux différents. La première s'opposa aux nouveaux tests d'aptitudes pour les études universitaires (TAEU), tandis que la seconde réclamait une amélioration du système de prêts et bourses. Les deux grèves furent brèves et se conclurent par l'obtention des gains souhaités par les étudiantes. C'est aussi suite à cette grève que fut créée l'ANEQ (Association nationale des étudiants du Québec), association nationale combative dont l'ASSÉ se réclame.

offensive a lieu, apportant encore une fois les gains souhaités. Les étudiant∙e∙s réclamaient la gratuité scolaire ainsi qu'une amélioration substantielle système de prêts et bourses. Le mouvement de grève amplifié si rapidement et à un point tel que le gouvernement dut immédiatement faire des concessions, améliorant grandement le système de prêts et bourses.

Hiver 1986 : Le gouvernement libéral menace de dégeler les frais de scolarité, ce qui déclenche une nouvelle grève générale menée par l'ANEEQ, la partie combative du mouvement étudiant. La grève force le gouvernement à reculer sur la hausse. Le réseau des universités publiques renonce aussi à imposer des frais afférents pour les étudiant e s durant 2 ans. Cette grève mènera à leur perte les deux associations étudiantes incarnant la tendance au lobbyisme dans le mouvement étudiant.

1988 : Une grève est votée pour l'amélioration du régime d'aide financière. Un contexte défavorable et la situation de l'ANEEQ- déchirée par les conflits internes

Novembre 1978 : Une nouvelle grève et proche de la dissolution — n'aident pas.

Elle se révélera être un échec car d'associations peu trop y participent réellement.

Avril et mars 1990 : Le gouvernement dégèle les frais de scolarité. À la désorganisation du mouvement s'ajoute l'échec encore cuisant de 1988. Quelques grèves sont déclenchées, mais le mouvement ne se généralise pas. Certaines associations appellent à un boycott des frais de scolarité, mais seulement 1% des étudiant·e·s

répondent à l'appel, rendant le stratagème inefficace.

Automne 1996: Le gouvernement veut augmenter les frais de 30%. Une grève générale est lancée et la frange combative du mouvement étudiant reprend de l'ampleur. Les frais seront finalement gelés pour dix ans. La stratégie du lobbyisme est discréditée par cette grève, alors que la frange combative continue de prendre de l'importance.

Hiver 2005: Le gouvernement Charest avait alors procédé une réforme majeure du régime des prêts et bourses ayant entre autres comme conséquence de convertir 103 millions \$ des bourses en prêts. Cette mesure nuisait directement aux moins nanti·e·s et augmentait significativement l'endettement étudiant. Le mouvement de grève est d'abord déclenché par l'ASSÉ, suivie par les Fédérations étudiantes, qui s'opposaient — et s'opposent toujours — explicitement à une stratégie combative. La grève dure huit semaines et se conclue par une victoire partielle. En effet, c'est la partie lobbyiste du mouvement, la FEUQ, qui négocie avec le gouvernement et fait des concessions alors

que le mouvement est à son apogée. Toutefois, cette grève peut être considérée comme une victoire importante puisqu'elle a empêché la conversion de 103M\$ de bourses en prêts.

En définitive, les mouvements sociaux, dont ceux menés par les étudiant·e·s, ont été des éléments clés pour obtenir les modifications législatives revendiquées. Les luttes étudiantes nous ont notamment permis d'avoir un réseau des Universités du Québec de surcroît du programme d'aide financière. Les grèves générales illimitées sont apparues comme la stratégie la plus efficace pour obtenir gain de cause. C'est par les luttes sociales et la mobilisation que nous jouissons aujourd'hui de ces acquis sociaux, et non grâce aux gouvernements.

## Quelques notions sur la grève des stages

# Pourquoi on paierait les étudiant.e.s pendant leur formation?

Le stage n'est pas seulement un apprentissage, mais un apprentissage par le travail. Quoi de mieux pour apprendre un métier que de le pratiquer intégralement? Dans de nombreux cas, des stagiaires non rémunéré·e·s assument les mêmes tâches que d'autres employé·e·s salarié·e·s.

Selon l'OCDE, les apprentis, les stagiaires sont reconnus comme une valeur économique importante. L'acquisition et la consolidation des connaissances se fait plus rapidement, ce qui réduit le nombre d'années de scolarisation (rentabilité). Ce type d'éducation également encourage l'embauche. En effet, les pays adoptant ce mode d'enseignement ont un meilleur taux d'embauche parmi les jeunes. De plus, ces étudiants stagiaires deviennent plus rapidement des acteurs économiques. Or, les modèles d'apprentissage par l'expérience démontrés dans le rapport ont tous un point en commun: un statut de travailleur reconnu, impliquant donc des avantages sociaux, financiers et législatifs. D'ailleurs, le Canada ne figure pas parmi les modèles prônés par l'OCDE.

Une organisation aussi puissante que l'OCDE qui fait l'apologie et encourage fortement les gouvernements à stimuler ce type de travail -invisible- témoigne explicitement de la richesse qu'un·e stagiaire représente. Le rapport promeut cette technique d'enseignement, car elle permet également de diminuer drastiquement les coûts de recrutement de candidats et de formation des nouveaux employés. Cessons de nous

percevoir comme des apprentis sans valeur! Mettons fin à cette exploitation et luttons pour se faire reconnaître!

#### On devrait utiliser d'autres moyens qui ne me feront pas perdre ma session. Est-ce que la grève est vraiment nécessaire ?

Tel qu'illustré par le site grevedesstages.info, en principe, dans le cadre d'un conflit social, la grève générale se révèle être le moyen ultime pour obtenir gain de cause au moment où l'on a épuisé tous les autres moyens (pétitions, manifestations, actions de visibilité, etc). Cette stratégie repose sur l'intensification des moyens de pression. Puisque les moyens d'action utilisés rendent les actions de plus en plus visibles, une forte pression est mise sur les différents organes de pouvoir. La GGI, représentant le summum de cette intensification, paralyse l'enseignement dans l'optique de résoudre le conflit. Ainsi, la GGI se présente comme un outil coercitif efficace pour provoquer les négociations. Elle permet également un renversement du rapport de notamment par son aspect inclusif. Toujours d'après les CUTEs, ce type de grève sert deux objectifs principaux. 1) Elle libère le temps des étudiant·e·s, afin de les engager dans la mobilisation et l'action. 2) Elle perturbe le fonctionnement routinier de la société, entre autres, en retardant la diplomation ou en interrompant les prestations de travail effectuées dans le cadre de stages.

À ce sujet, les grèves étudiantes ont eu une durée moyenne de 6 à 8 semaines dûes à leurs impacts sociaux et économiques. Néanmoins, il existe des cas spéciaux comme les centres de la petite enfance (CPE) ayant mené une grève de seulement 12 jours avant de gagner gain de cause : les perturbations sociales et économiques étaient telles que les organes politiques ont enfin accepté de négocier, seulement quelques jours suivant le déclenchement du mouvement de contestation.

Un écart se creuse entre les exigences et le temps dont on dispose lorsqu'on est étudiant·e à temps plein. Dans le cas où un·e étudiant·e dois compléter 20h par semaine d'activités rémunérées en plus de dédier entre 21 et 30h par semaine d'études à l'école et à la maison (CCREU), le seuil du 40hest largement dépassé. Il est à noter ici que le calcul ne tient pas compte des heures additionnelles pour les étudiantes en stage. Pourquoi devrions-nous accepter ce cadre exploitant et vivre dans la précarité? Pourquoi devrions-nous encore négocier gentiment alors que cette lutte a débuté bien avant l'automne 2016 ? En effet, d'après « doctorant·e·s en psychologie ont démontré la pertinence de la grève des stages dans le but d'améliorer leurs conditions. Leur lutte a ouvert une voie pour les étudiant·e·s ayant des stages obligatoires non rémunérés » (stagesengrèves.info).

## Est-ce que je peux perdre ma session?

Il est compréhensible d'avoir cette crainte. On investit beaucoup d'argent, de temps, d'énergie, d'efforts, et j'en passe, dans nos études. De plus, le caractère imprévisible et nouveau face à cette possible GGI augmente le facteur stress qu'elle représente. Pourtant, l'ensemble des regroupements étudiants sont unanimes sur ce point : aucune session n'a été annulée suite aux précédentes grèves étudiantes. Cette menace fait toutefois partie de l'arsenal répressif de l'État, grève après grève. Cette menace est toutefois très peu crédible, considérant les conséquences qui seraient associées à l'annulation d'une session. En effet, l'annulation d'une session retarderait l'entrée sur le marché du travail de dizaines de milliers de diplomé·e·s, entraînant une pénurie de main d'œuvre. De plus, les institutions d'enseignement

n'auraient pas la place nécessaire pour accueillir les nouvelles cohortes, en plus de celle dont la session aurait été annulée (ASSÉ, 2012).

## Qu'est-ce qu'on fait quand on fait grève?

Le but de la grève générale, c'est de faire une pression économique sur le gouvernement. Garder en fonction les universités et les cégeps, simplement pour l'entretien, pour les salaires des professeur·e·s et leur armée de gestionnaire coûte des centaine de milliers de dollars chaque jour. Et puisque le marché attend la bouche ouverte les employé·e·s qualifié∙e∙s pour profiter nos compétences, sans compter l'appétit du secteur des services en été pour nos services à bas prix, bloquer le système d'éducation coûte une fortune au gouvernement. De plus, possible pression énorme est simplement en se mettant enfin d'accord pour faire avancer la société.

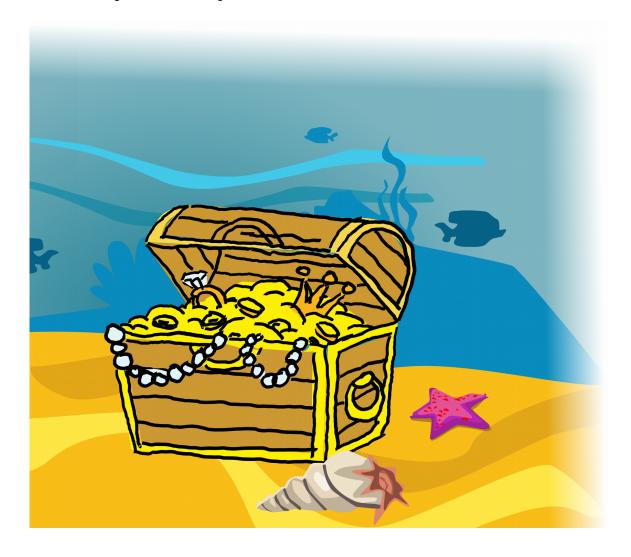
En plus, dans la grève se trouve un trésor : c'est le temps qui est volé de nos vies par l'école et les stages. Globalement, on s'échine quarante heures par semaine pour reproduire les inégalités sociales, pour entrer dans des emplois dans lesquels nos futurs

patron·ne·s feront du profit sur notre existence. Imaginez-vous un instant que votre quotidien se renverse et qu'à la place, il est possible de travailler sur les malaises de société comme un·e chiropraticien·ne·s sur les douleurs. Nos camarades deviennent enfin disponibles pour documenter les injustices que l'on vit conjointement, et nous pouvons enfin laisser aller notre créativité pour trouver les meilleures façons d'humilier ceux et celles qui profitent de notre oppression quotidienne. En développant un groupe d'ami·e·s, il est possible de tenter une action, de réfléchir ensemble sur ses aspects positifs et négatifs, pour pouvoir mieux recommencer le lendemain. On dit que pour militer longtemps, il faut faire ce que l'on aime. La grève devient un espace pour trouver ce que l'on aime, pour découvrir qui nous sommes, à travers toutes les choses que l'on fait qui défilent au fils des jours. La grève peut et doit être un tourbillon de moments

magiques partagés avec ceux et celles que l'on aime.

Toutefois, pour faire la grève, beaucoup de responsabilités collectives nous incombent : lever les cours, tenir les assemblées générales de reconduction, aider les cégeps et universités en difficulté, nourrir copain·ine·s et faire la vaisselle, etc. Mais la plus importante responsabilité est de ne pas reproduire les injustices auxquelles la société hétéropatriarcale, capitaliste, colonialiste et raciste nous depuis a longtemps désensibilisé. Surtout dans un contexte où les médias tenteront de tout faire pour décrédibiliser le mouvement et créer des divisions entre les groupes et les personnes qui utilisent différentes stratégies. En effet, les médias travailleront de concert avec la police pour isoler des groupes et des individus et réutiliseront toutes les critiques publiques d'un groupe envers un autre pour décrédibiliser la lutte. Ces stratégies mettent à mal notre solidarité et notre unité, il est donc important de travailler à créer des espaces de réflexion pour que l'on apprenne collectivement de nos erreurs. On appelle le principe par lequel les groupes s'engagent à ne pas dénoncer publiquement les tactiques des autres le respect de la diversité des tactiques, et transforme la lutte d'un espace de critique à un espace d'apprentissage collectif, où la prise d'action est réellement encouragée et solidairement assumée.

Somme toute, faire grève est un moment d'apprentissage et de liberté, comme un moment de responsabilisation et de prise de conscience. Finalement, il s'agit de faire le mieux qu'on peut faire du temps qui nous est donné, et que même lorsque tout le temps du monde nous est donné, il en manquera pour corriger les torts de la société actuelle.



### De quoi le care?

Le burnout militant existe pour de multiples raisons qu'il faut comprendre pour éviter l'épuisement. Pour faire durer la lutte, on se doit de placer le care au centre de nos préoccupations. Cet article propose quelques astuces à intégrer dans nos pratiques militantes, que ce soit dans les réunions, les AG ou les tâches de mobilisation.

Tracts, affiches, zines, tournée de classe, ateliers, conférences, manifestations, levées de cours, action directe et ça continue - voter une grève et la faire respecter dans nos campus constitue un lot de tâches sans fin, entraînant parfois fatigue, sentiment d'obligation ou culpabilité. Notre opposition au capitalisme entre parfois en contradiction avec la pression qu'on s'impose à la production, au perfectionnisme et au

sentiment d'urgence. À ce rythme, de telles pressions peuvent nuire aux militant·e·s au niveau physique, mental et émotionnel. Les tâches liées au bondéroulement des activités, aux émotions, au confort et au bienêtre des camarades sont souvent

reléguées aux personnes historiquement associées au care. Il va sans dire que ce travail émotionnel, bien que nécessaire, n'est bien souvent pas valorisé ou reconnu, contrairement aux tâches dites plus militantes, souvent effectuées par des hommes cisgenres.

Les dynamiques de groupe ont ainsi un grand impact sur le bien-être collectif et, en retour, sur le moral et le travail politique que

l'on souhaite accomplir. L'absence de responsabilité émotive de et le transparence, manque d'imputabilité des personnes dominantes, les dynamiques d'oppression et les relations les hiérarchies pouvoir internes, cachées, le manque de possibilités de

soulever des problèmes et conflits et d'autres pratiques problématiques nuisent à la fois aux individus et au collectif.

Il s'agit donc de réfléchir à *comment* on mène nos luttes, en plus de mettre l'emphase traditionnel sur *ce qu'on fait* et *pourquoi*. Care rime avec féminisme et longévité de nos luttes.

## Pistes de réflexion sur comment intégrer le care dans nos façons de faire la grève

- Créer un espace sécuritaire (safe space)
  « permanent » avec vos équipes/camarade :
  - Créer un espace de confiance et de care pour que les camarades se sentent à l'aise de partager ce qu'il·le·s vivent (le stress, l'angoisse, la joie etc.);
  - ➤ Développer son empathie et ses habiletés d'écoute active;
  - Ne pas personnaliser les problèmes et ne pas banaliser un besoin, une demande. Pour plus de détails, voir les ressources à: http://politicsandcare.wordpress.com;
- Analyser les dynamiques de pouvoir et travailler pour les équilibrer;
- Prendre connaissance des hiérarchies existantes (visibles et invisibles) et les transformer au besoin;

- Analyser la composition de nos équipes et considérer qui n'est pas là et pourquoi (travailler pour ouvrir les espaces pour tout le monde, peu importe leur couleur de peau, l'orientation sexuelle, l'identification de genre, le niveau de capacité etc.);
- Avoir une stratégie intentionnelle pour introduire des nouvelles personnes dans le cercle;
- Prendre un pouls collectif : prendre un moment au début des rencontres pour faire un tour de table de comment ça va, et être en solidarité et en empathie avec ce que les autres autour de nous vivent;
- Penser à la bouffe et à un temps limite pour les réunions (ex. pas plus que trois heures);

- Ralentir et prendre le temps penser qualité vs. quantité;
- Rendre visibles les responsabilités ;
- Garder les communications actives et partager/déléguer des tâches;
- Prendre des pauses ;
- Prendre conscience de la diversité d'expérience, et aussi du privilège d'ancienneté;

Penser à créer des espaces où on peut trouver du répit, une oreille attentive, une activité qui n'est pas stressante etc. Dans le passé, différents groupes ont créé différents espaces à cette fin, comme Maille à part, qui organisait des activités de création, des Stitch and Bitch, du Yarn bombing, ou des ateliers pour apprendre le tricot ou le crochet.

## Vers une grève ingouvernable

Plusieurs campus étudiants se dirigent vers une grève générale à l'hiver 2019 dans le cadre de la campagne pour la rémunération des stages menée par les CUTE. La grève est l'interruption de nos activités quotidiennes.

Elle ouvre une temporalité nouvelle qui remet en question notre rapport au travail et aux études et qui nous amène à penser collectivement la façon dont on dispose de ce temps libéré. Il n'existe pas de modus operandi ou de recette unique à la grève étudiante, chaque grève prend racine dans les modes d'action et les discours des personnes et des groupes qui y prennent part. Réfléchir le faire grève, c'est considérer son déploiement matériel au sein du mouvement étudiant, sa dimension stratégique et tactique, mais aussi sa capacité à transformer notre expérience politique.

#### Voter et maintenir la grève

C'est une des thématiques récurrentes depuis les débuts de l'organisation de la grève des stages : il y a un travail acharné, et souvent invisibilisé, nécessaire à l'organisation d'une grève. On doit d'abord s'assurer que la grève soit votée. Il faut organiser des AG, les animer, faire de la mobilisation. Il faut produire du matériel d'information, le distribuer, parler aux étudiant·e·s. Lorsqu'on étudie sur un campus où la grève passe facilement, cela veut dire aller prêter main forte aux autres campus, à Montréal mais aussi dans d'autres régions. Une fois la grève votée, il faut s'assurer qu'elle soit effective. Dans le cas présent, ca veut dire s'assurer que les stages soient grévés en plus de s'assurer qu'aucun cours ne se donne. Les levées de cours et les blocages de l'université ne suffisent pas, il faut investir les milieux de stages et les étudiant.es doivent se solidariser avec les stagiaires. Le maintien de la grève ne doit toutefois pas être séparé de toutes les tâches quotidiennes et nécessaires à sa reproduction : mettre sur pied des cantines pour nourrir les grévistes, ouvrir des espaces de repos et de care, organiser des ateliers et des camps de formation, etc.

#### Construire un rapport de force

Si la grève, par l'arrêt de la production, est en soi un moyen de pression, la véritable menace qu'elle porte dépasse l'argument économique. La grève est un mouvement de retrait offensif, alors qu'on reprend collectivement le contrôle de notre temps et qu'on s'organise dans le but d'améliorer nos conditions d'existence. C'est avec la puissance collective qui se développe au sein de la grève que s'accroît notre rapport de force: en faisant éclater le conflits dans l'espace public, en apprenant à prendre la rue ensemble, en multipliant les actions de blocage ou les sabotages anonymes. Notre rapport de force se construit ainsi dans l'agencement de la visibilité de la lutte, de l'effectivité des blocages et de l'apprentissage de l'organisation collective. L'orientation féministe de cette grève nous donne la de sérieusement repenser la distribution genrée des rôles au sein des luttes: par exemple en portant attention aux prises de paroles, en organisant des blocages ou des actions en mixité choisie ou en revalorisant des tâches traditionnellement associées au genre féminin.

#### Déborder la grève

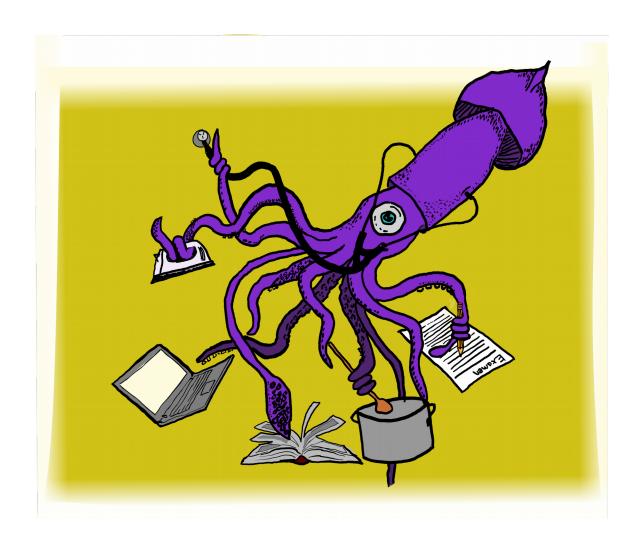
Cette grève est organisée de longue haleine par des militant·e·s qui se vouent corps et âmes pour s'assurer qu'elle ait lieu. Ce qui fait la puissance des moments de grèves, c'est toutefois tout ce qui arrive ensuite à déborder et à dépasser la planification. La grève intensité, accélération est et effervescence. Elle est composée de rencontres, de solidarités inattendues, de débordements festifs et de transgressions de la vie quotidienne. Elle tire sa force de ces moments qui la débordent : occupations de nos milieux de vie, fêtes improvisées, actions spontanées ou manifestations sauvages. Une grève effective se dérobe à toute planification, elle est prise d'assaut par une multitude de bandes, de groupes et de collectifs, elle forge des amitiés politiques qui la dépassent et lui survivent. La victoire d'une grève se mesure ainsi bien plus à la puissance collective qu'on en retire qu'à ce que l'État a bien voulu nous concéder.

Que la grève des stages soit victorieuse, que la grève des stages soit ingouvernable!

### L'UQAM sur les nerfs

En avril 2019, l'UQAM soufflera ses cinquantes bougies. Née d'un mouvement social d'ampleur en 1969, elle s'est vite dotée des moyens d'étouffer ceux qui allaient naître en son sein. Dès l'hiver 1973, l'administration universitaire réprime violemment une grève étudiante de 5 semaines en mobilisant un attirail répressif aujourd'hui familier: injonctions, interventions policières et embauches de fiers-à-bras pour intimider et blesser les militant·e·s. La plus récente grève contre les politiques d'austérité l'exploitation des hydrocarbures, au printemps 2015, rappelle à nouveau que ces violence dès que l'UQAM le juge nécessaire.

« L'UQAM est un État policier », c'était autant vrai en 2009 lors de l'occupation du Aquin qui se solde par 45 arrestations et accusations criminelles, qu'aujourd'hui.



L'apparition des caméras en 2013, permettant une surveillance quasi-globale, permanente et en différée, marque un tournant du point de vue de l'ampleur des moyens technologiques. La logique contre-insurrectionnelle de l'université se déploie aussi dans son architecture même; en situation de crise, le contrôle des entrées et des sorties le démontre.

Plus récemment, événements de les l'automne 2018 montrent clairement l'ampleur de la répression dont l'UQAM est capable du moment où elle se sent menacée de l'intérieur : restriction des horaires et de la circulation au sein de l'université, usage de compagnies privées de sécurité

surnuméraires, menaces d'éviction de pavillons et de reprises des heures de stage grévées, voire d'échecs aux activités de formation.

On dit que les lieux qui semblent hostiles à la vie sont aussi souvent ceux où elle se manifeste dans des ses formes les plus subversives. Comme si la tradition de répression à l'intérieur de l'UQAM avait fait éclore une intelligence tactique en ses murs. La méfiance généralisée à l'égard des gardas, de l'administration et du SVE est un point de départ. Différentes bandes y ont leurs spots *safe* pour conspirer à l'abri des yeux et des oreilles, leurs clés pour des locaux normalement inatteignables, leurs tours de

passe passe pour cacher du matériel, faire entrer des ami.e.s indésiré.e.s, faire la sieste ou faire l'amour. Le temps de grève consiste aussi à faire rayonner cette intensité, ce plaisir dans l'attachement aux lieux ruinés et subvertis, à celles et ceux qui les habitent et avec qui nous développons une certaine affinité sensible.

Comme en témoignent ces expériences passées, les mobilisations étudiantes sont la cible de diverses formes de répression lorsqu'elles en viennent à remettre en question de façon effective l'autorité de l'État et ses décisions. Appréhender la répression stratégiquement, c'est assumer qu'elle viendra. Et s'y préparer.

### C'est quoi une association étudiante?

Les associations étudiantes (ou asso pour les intimes) sont des organisations étudiantes de type syndicales qui ont pour but de défendre les intérêts matériels, sociaux, intellectuels, culturels et académiques des étudiantes et étudiants. Par le biais de leurs structures démocratiques, elles misent sur l'information et la mobilisation constante de la population étudiante à propos de l'éducation ou d'autres enjeux sociétaux pour ainsi adéquatement diverses luttes politiques. Que ce soit au niveau des conditions d'études et de vie, de la pédagogie, ou des enjeux politiques locaux ou nationaux, les

associations étudiantes sont des outils qui permettent à leurs membres de lutter pour l'amélioration de la condition étudiante et de la société en général.

Une association dépend de la participation large de ses membres pour vraiment concrétiser les idéaux issus des mandats que ces dernières et derniers ont adoptés lors d'assemblées démocratiques. Au sein du mouvement étudiant québécois, il est une pratique bien ancrée que la défense des droits collectifs et individuels des étudiantes et étudiants doit s'accompagner d'une

solidarité concrète envers diverses luttes partageant un sociales commun idéal sociétal. C'est plusieurs ainsi que associations collaborent avec de nombreux groupes et organismes sociopolitiques visant à changer la société, tout en répondant aux constantes attaques néolibérales contre les sociaux. Nombre d'associations acquis étudiantes ont comme principes de base d'appuyer les luttes progressistes comme celles femmes, des des personnes LGBTQIA+, des nations autochtones, des personnes immigrantes et du mouvement ouvrier.

## L'importance des assemblées générales (AG)

Un principe fondamental d'une association étudiante est de favoriser et promouvoir la démocratie directe dans ses prises de positions politiques et ses actions. Ainsi, ce sont les membres, réuni·e·s en assemblée générale, qui dictent au comité exécutif les lignes à suivre, et parfois, qui les exécutent directement, et non un exécutif seul qui décide des orientations politiques. Il s'agit de l'instance privilégiée pendant laquelle tu peux, en tant qu'étudiant.e, directement influencer les orientations générales, les actions politiques et l'allocation ressources financières de l'association. Les principales assemblées générales normalement tenues au début des sessions

afin d'adopter le budget, les revendications politiques et académiques ainsi que le plan d'action pour la session. Une dernière assemblée est habituellement tenue à la fin



de l'année afin de tenir les élections. D'autres assemblées sont fréquemment convoquées par le conseil exécutif. Il est donc particulièrement important, en tant que membre, de participer à ces assemblées.

## Les avantages de ce mode de fonctionnement

Contrairement à un système parlementaire et tel que nous l'avons mentionné plus haut, plusieurs associations choisissent de ne pas avoir de représentant e étudiant e à proprement parler. Toutes les problématiques cruciales qui concernent l'association sont plutôt traitées en assemblée générale, et ainsi, les étudiant es peuvent facilement s'informer des enjeux politiques qui concernent la condition

étudiante. La démocratie directe offre également une garantie de transparence quant à la gestion de l'association, que ce soit pour son budget ou des positions défendues par les membres du conseil exécutif siégeant sur les instances de votre établissement d'enseignement et des associations nationales. Un tel système permet à n'importe quel·le membre qui le désire de s'exprimer publiquement sur un sujet concernant l'association, en ayant comme seul obstacle l'attente de son tour de parole durant l'assemblée générale. D'ailleurs, une telle approche permet d'être beaucoup plus efficace lorsque vient le temps de se mobiliser. Comme les plans d'action sont le fruit d'un processus décisionnel collectif, chaque membre est directement interpellé·e dans la réalisation des actions qu'il ou elle a

votées. En ce sens, une association étudiante réellement démocratique a beaucoup plus de facilité à organiser des actions politiques d'envergure avec ses membres qu'une association qui décide de son plan d'action en conseil exécutif.

Si ces instances peuvent parfois paraître lourdes, n'oublies jamais qu'elles sont là pour te permettre de participer au processus décisionnel de l'association et à la défense de tes droits. En plus, y'a souvent de la bouffe pis des breuvages gratuits!



## Qu'est-ce qu'une grève générale illimitée?

**Grève** : Cessation volontaire et collective d'une activité dans le but de défendre des intérêts communs.

**Générale** : La grève est générale lorsqu'une proportion importante de campus participe à celle-ci.

Illimitée: La grève est illimitée au sens où sa fin n'est pas définie. Elle perdure tant et aussi longtemps que le gouvernement n'a pas répondu favorablement aux revendications des grévistes. La décision de poursuivre ou non la grève se prend généralement lors d'assemblées générales de reconduction de la grève. Celles-ci se tiennent habituellement une fois par semaine.

## À quoi sert une grève générale illimitée?

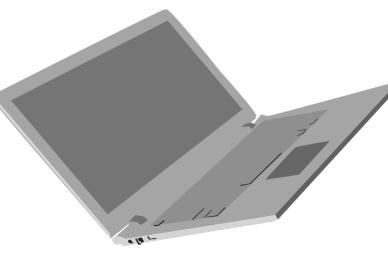
La grève est un moyen d'action permettant la construction d'un rapport de force face à un gouvernement avec lequel il n'est plus possible de négocier. La mise en place de ce rapport par une mobilisation donne importante un moyen d'expression à la majorité exclue des processus décisionnels parlementaires Une grève étudiante, en tant que moyen, a alors deux objectifs : d'une part, libérer du temps aux étudiant·e·s pour leur permettre de participer aux actions politiques contre la hausse des

frais et d'autre part, créer une perturbation économique qui obligera le gouvernement à agir.

En effet, en tant qu'étudiant, nous possédons que peu de moyens de pression sur le gouvernement puisque nous ne sommes ni un groupe économique influent ni un groupe politique représenté à l'Assemblée nationale. Nous devons donc compter sur notre nombre et notre capacité à déranger par des actions directes pour obliger le gouvernement à justifier ses politiques et à nous consulter. Ce n'est que par un rapport de force suffisant que nous aurons la possibilité d'influencer politique la d'accessibilité aux études postsecondaires. La grève illimitée représente en soi une menace importante pour le gouvernement, car celuici ne peut retarder significativement l'entrée des cohortes du secondaire vers le cégep et du cégep vers l'université. En plus de libérer du temps, la grève représente effectivement une action politique de perturbation très importante que le gouvernement ne pourrait ignorer. Si la grève dure trop longtemps, le gouvernement est obligé de débourser de fortes sommes pour prolonger les sessions. De plus, il ne peut pas se permettre d'annuler une session, car l'économie a besoin de nouveaux diplômés et qu'il manquerait de place dans les universités et cégeps pour accueillir les nouveaux inscrits. gouvernement a donc tout intérêt à régler la question avant d'en arriver à ce point.

Le déclenchement d'une GGI en milieu étudiant nécessite généralement l'atteinte d'un plancher de grève, c'est-à-dire l'adoption de mandats de grève similaires par plusieurs autres associations étudiantes qui représentent ensemble au moins quelques

dizaines de milliers de grévistes. En effet, la proposition de GGI qui circule en ce moment nécessite un minimum de 20 000 étudiant es en grève, réparties au sein d'associations étudiantes situées dans trois régions administratives différentes. Ainsi, votre association ne partira pas en grève toute seule, cela n'arrivera tout simplement pas!



## Grève et étudiant·e·s étranger·ère·s

Les moments de grève, lorsqu'on est étudiant·e·s étranger·ère-s soulèvent plusieurs questions. Nous avons tenté de répondre à quelques unes ici. Beaucoup de réponses se trouvent aussi dans l'article « Qu'est-ce-que la GGI? »

## Qu'est-ce qu'une grève, techniquement?

Suite à une assemblée générale de grève dans laquelle une proposition de grève est adoptée, une association étudiante prend les moyens nécessaires pour que les cours ne soient pas dispensés. Dans les différents établissements d'éducation, différentes administrations utilisent stratégies, allant de la fermeture d'un établissement à partir de la date de mise en application de la grève, au refus de reconnaître la grève, dans quel cas les cours seraient dispensés « comme d'habitude ». Dans de telles circonstances, les différentes conventions collectives des professeur·e·s et cours chargé·e·s de demandent enseignant·e·s de se présenter en classe. Toutefois, les professeur·e·s ne sont pas tenu·e·s de donner un cours si, par exemple dans le cas de l'UQAM, « les conditions propices à l'enseignement ne sont pas réunies ». Même si les administrations scolaires ne reconnaissent pas les grèves étudiantes, lorsque les cours ne se tiennent pas pendant plusieurs semaines, administrations s'assurent que les sessions dispensées soient complétées. Par exemple, encore une fois dans le cas de l'UQAM, pour qu'une session soit validée, il faut généralement que 12 plages de trois heures soient dispensées.

### Est-ce que mon visa sera invalidé?

Généralement, les visas d'études requièrent d'être « inscrit dans un programme d'étude à

temps plein ». La grève n'affecte pas les inscriptions, seulement la présence au cours, et donc il n'y a pas de conséquences directes d'une grève sur le visa. Vérifiez toutefois les conditions propres à votre statut migratoire afin de vous assurer d'être en conformité.



## Mon visa expire à la fin avril, serons-nous toujours en grève?

La plupart des professeur·e·s comprennent généralement ce genre de situation, et permettent aux personnes qui sont à l'extérieur du pays de faire des examens à distances, dans le cas d'une prolongation de la session au-delà de durée normale. Il est possible de choisir vos cours avec des professeur·e·s qui semble ouvert à une telle éventualité. Si vous préfériez prendre un cours avec un·e professeur·e qui refuse toute mesure d'accommodation, contactez votre association étudiante.

#### Je suis en échange, que faire?

Les échanges étudiants entre universités sont régulés par des ententes dans lesquelles chaque université s'engage à reconnaître l'évaluation de l'université hôte, et à percevoir les frais de scolarité des étudiant·e·s échangé·e·s. les Ainsi, étudiant·e·s en échange sont soumis à la même réalité que les étudiant·e·s étranger·ère·s, au sens où les cours seront éventuellement donnés et évaluées, plus ou moins en phase avec le calendrier de l'université d'origine. Puisqu'au Québec, les

établissements scolaires perçoivent les cotisations et produisent les listes membres des associations étudiantes dans leur processus d'inscription-facturation, les étudiant·e·s échangé·e·s sont membre de l'association de leur université d'origine. Par exemple, les étudiant·e·s en science humaine à l'UQAM qui sont en échange à l'extérieur cette session sont sur les listes de membres de l'association de science humaine, bien qu'il-le-s soient à Paris ou ailleurs. Toutefois, les associations étudiantes ont presque toujours un processus d'adhésion volontaire par lequel il est possible de joindre l'association, par exemple si vous désirez participer activement assemblées aux générales.

## Qu'est-ce qu'on fait pendant la grève?

Puisque les conditions reliées aux visas étudiant mentionnent fréquemment qu'il est seulement possible de travailler sur le campus, la grève peut sembler un temps mort plutôt ennuyeux. Toutefois, la meilleure façon de s'assurer d'une grève courte est de participer aux actions et de s'impliquer dans son organisation. De plus, les étudiant·e·s étranger·ère·s ont des réalités politiques propres: frais astronomiques, présence dans le pays d'accueil, limitation d'emploi, etc, et l'espace d'une grève peut être propice à l'organisation collective sur ces enjeux, qui sont souvent ignorés par les mouvements de grève.

